

Extrait du registre des décisions de la Présidente
Décision n°2023-70

Objet : Permis de construire portant aménagement d'un espace mitoyen à la gare numérique de Carpentras

La présidente de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de développement économique ;

Vu le permis de construire 84 031 18 Coo89 accordé le 14 novembre 2018 ;

Vu la décision n°2022-54 relative à un PC modificatif portant réhabilitation de l'ancienne gare ferroviaire en gare numérique ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°58-23 en date du 3 avril 2023 portant délégation d'attributions à la Présidente, notamment en matière des droits des sols et de déclarations préalables ;

Vu l'arrêté n°2020-1308 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant la nécessité de déposer un permis de construire aux fins d'aménager 3 parcelles mitoyennes à la gare numérique de Carpentras, louées à la SNCF, avec notamment l'installation de containers maritimes à vocation technique et la réalisation d'une clôture en continuité des existantes,

Décide

Article 1 : De déposer la demande de permis de construire pour l'aménagement de 3 parcelles mitoyennes à la gare numérique de Carpentras.

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 13 septembre 2023
Pour la Présidente et par délégation,
Le directeur général des services,



Laurent Marteau

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr